

EDIT SOÓS

UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF

Le mouvement communiste naissant et la question coloniale

(Les communistes français et espagnols sur la guerre du Rif)

Au début de ce siècle, on voit naître autour du Maroc un des conflits internationaux les plus dangereux en raison de la rivalisation impérialiste pour la colonisation de ce pays entre Français et Espagnols. Plus d'une fois, cette région est devenue le foyer des crises de guerre, ce qui a placé le mouvement socialiste devant un dilemme sérieux.^{1/} En 1912, le traité de Fes fait du Maroc un protectorat français et espagnol (la région du Rif, au Nord du pays). Le problème marocain semble donc être résolu. Mais la fin de la guerre mondiale a de nouveau rendu possible rebondissement de l'affaire, le pays occupe le premier plan de l'intérêt international: au mois d'août de 1921, les tribus du Rif dirigées par Abd-el-Krim ont battu les Espagnols à Anoual. C'était le début d'une guerre de cinq ans à laquelle participeraient aussi les Français à partir de 1925.

Cette guerre a placé le mouvement communiste naissant et surtout les communistes français et espagnols devant une rude épreuve. La modification de l'appréciation du caractère de cette guerre nous témoigne aussi de la formation d'une prise de position communiste rompant avec la conception socialiste formée sur la question coloniale.^{2/}

D'une part, les communistes espagnols ont envisagé la

défaite d'Anoual du point de vue des perspectives de la révolution socialiste et ils pensaient que la poursuite de la guerre rendrait encore plus aigües les tensions sociales et politiques jusqu'à amener le capitalisme espagnol à son échec. "La classe possédante est dans une impasse; la continuation de la guerre africaine, c'est la révolution; le renoncement, c'est le discrédit comme puissance capitaliste et l'écroulement du rêve impérialiste."^{3/} D'autre part, ils ne voyaient dans la lutte anticolonialiste des Riffains qu'une manifestation quelconque de la rivalité des puissances impérialistes sans constituer un élément intégrant du mouvement révolutionnaire international. Puisque la lutte contre les colonialistes ne s'étendait pas sur le Maroc entier ils pensaient être en présence d'une des habituelles insurrections tribales. Toute la résistance armée, croyaient-ils, n'était que l'oeuvre de "quelques tribus montagnardes" dirigée par un chef de tribus appelé Abd el Krim qui procurait les armes chez les Français.^{4/}

Les communistes espagnols se tenaient encore, en 1923, à cette opinion formée et exprimée en 1921, car ils affirmaient qu' Abd el Krim était "un agent de la politique française. Il vise à chasser les Espagnols de la côte d'Afrique et à se placer ensuite sous la suzeraineté française." La guerre même n'est autre chose qu'un conflit entre les impérialistes français et anglais, le soldat espagnol se battant pour les intérêts de l'Empire britannique."^{5/}

La guerre au Maroc a réellement amené les tensions et les contradictions de la société espagnole jusqu'à rendre impossible à la classe dirigeante de s'assurer le pouvoir à

l'aide des vieilles méthodes. Le 13 septembre 1923, Primo de Rivera, "l'Africain" a introduit -avec le consentement actif du roi- une dictature militaire dans le pays. Le parti communiste a été mis dans l'illégalité.

Il faut savoir qu'à cette époque et le P.C.F. et l'Internationale Communiste avaient tendance à concentrer leur attention à l'Algérie et à la Tunisie où les insurrections tribales cédaient les pas en raison aussi de l'activité des communistes devant les formes plus développées de la lutte politique. Tandis qu'au Maroc ils n'existaient pas encore les moindres traces des formes organisationnelles de telles luttes.

Deux facteurs ont attiré l'attention des communistes français à la lutte des Riffains: l'intervention militaire française de plus en plus caractérisée et les critiques formulées de la part de l'Internationale Communista à propos de la politique (théorie et pratique également) du P.C.F. concernant la colonisation.

Abd el Krim a pu éviter le conflit direct avec la France jusqu'en 1924, quand ceux-ci ont occupé une vallée d'importance stratégique; la contre-offensive des Riffains constitue le début de la guerre franco-riffaine.

La position des communistes français au sujet de la colonisation a été formée avant tout en fonction d'Algérie. Quand l'IC a critiqué le parti, elle l'a fait à propos de l'activité des groupements communistes algériens. Les critiques avaient pour conséquence, en 1924-25, due aussi à la dure contrainte de la guerre franco-riffaine, la propagation de la position marxiste-léniniste parmi les communistes français.^{6/}

C'est en 1924, que le mouvement communiste - y compris aussi l'IC - modifie son opinion sur la guerre des Rifs. Il n'y voit plus un conflit intérieur au Maroc, une rivalité entre les différentes tribus mais un événement ayant ses rapports étroits avec les luttes de la classe ouvrière européenne. "La défaite coloniale affaiblit grandement les ennemis et les tortionnaires du travailleur de la Péninsule et constitue un facteur de libération... l'épisode marocain a beaucoup plus qu'une importance locale. Les peuples coloniaux, alliés naturels des prolétaires d'Europe, sont en marche."^{7/}

En 1924, les communistes font connaître au public, d'une manière retentissante, leur position à propos de la guerre au Maroc. Pierre Semard et Jacques Doriot ont envoyé un télégramme à Abd el Krim, et ce télégramme a été rendu public sur les pages de l'Humanité, le 11 septembre. Dans ce télégramme, les communistes "saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les imperialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el Krim; espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain." Ce télégramme est le premier document manifestant une solidarité ferme et sans ambiguïté de la part des communistes avec la lutte d'Abd el Krim.

L'organisation des jeunesses communistes a pris l'initiative, commune avec les jeunes communistes espagnols en 1924, d'organiser dans l'armée des actions contre la guerre. Ils incitaient les soldats français et espagnols à la frater-

nisation avec les Riffains.^{8/}

Quant à la CGTU, elle a eu des succès dans l'organisation des ouvriers coloniaux en France. En décembre 1924, les travailleurs venus de l'Afrique du Nord ont tenu leur premier congrès à Paris. Les 150 délégués représentant les ouvriers algériens, tunisiens et marocains ont félicité Abd el Krim à l'occasion de sa victoire sur les Espagnols et exprimaient en même temps, dans un télégramme, leur solidarité.^{9/}

Ces prises de position et ces actes signalent que le parti communiste rompt avec les traditions social-démocrates pour ce qui concerne la question coloniale; il rejette l'idéologie de la "mission civilisatrice" et soutient aussi dans les luttes politiques quotidiennes le combat des peuples colonisés. Les membres du parti prennent conscience, d'une manière de plus en plus claire, de l'importance du problème colonial. On constate une modification radicale aussi dans l'analyse du rapport entre la révolution prolétarienne du pays colonisateur et le mouvement anticolonialiste. Même les communistes appartenant à l'aile gauche du parti (comme Vaillant Couturier, Marcel Cachin) avaient cru que la révolution socialiste devait vaincre d'abord dans le pays colonisateur pour que les forces révolutionnaires des pays colonisés eussent leur chance de l'emporter. Ce n'est qu'à partir de l'automne de 1924 qu'on voit paraître des articles dont les auteurs rejettent cette conception erronée. "Ce serait une erreur de croire qu'il faut attendre la révolution communiste en Europe pour libérer la masse des peuples coloniaux du joug impérialiste... la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance affaiblit

considérablement l'impérialisme et facilite la lutte émancipatrice du prolétariat européen."^{10/} Dans une France victorieuse dans la Grande Guerre et imprégnée d'un nationalisme sans bornes il n'était pas facile de faire la propagande à de telles idées; les milieux ouvriers mêmes y étaient quasiment hostiles. Toutefois, ces articles devaient participer à l'offensive consciente que la gauche du parti - compte tenu aussi des directives de l'Internationale Communiste - menait contre les traditions idéologiques et organisationnelles social-démocrates et pour la formation d'un parti marxiste-léniniste de nouveau type. En fait, la question coloniale constituait un secteur important de ce combat.

La réévaluation du problème riffain - et du rôle d'Abd el Krim - a eu lieu jusqu'au printemps de 1925. "Depuis 1921, le problème marocain a aussi pour l'Espagne un autre caractère. Jusqu'alors l'impérialisme espagnol ne rencontrait que l'hostilité de quelques tribus qui s'insurgeaient sporadiquement, sans raison ni objectifs politiques ... L'apparition d'Abd el Krim à la tête des Africains modifia toutes les données du problème. Abd el Krim est le chef d'un mouvement d'indépendance africain."^{11/} Selon les communistes, les Français avaient même appuyé, au début au moins, Abd el Krim. Mais, dès qu'il a remporté des succès militaires et dès qu'il est devenu clair que l'on ne pouvait pas le corrompre comme les autres chefs de tribus, ils commençaient de parler du danger "que présenterait l'existence d'une république indigène dans le Nord du Maroc".^{12/} Mais les communistes continuaient à estimer que la rivalité impérialiste, à propos du Maroc, transformerait

la région en un foyer de guerre mondiale. "La menace d'une nouvelle grande guerre se fait sentir. Nous avons encore présent à la mémoire le « conflit d'Algésiras » qui, en 1911, faillit provoquer une guerre mondiale... Les conflits d'intérêts des pays impérialistes au sujet du partage de l'Afrique du Nord se sont aggravés. L'extension de la sphère d'influence de la France aux dépens de l'Espagne renverse l'équilibre, en Afrique, et peut facilement aboutir à une nouvelle guerre mondiale."^{13/} Les communistes ont exagéré le conflit entre les impérialistes: la situation n'était pas la même en 1924-25 qu'en 1913-14. Après la guerre, les puissances impérialistes victorieuses ont réglé, pour un temps, leurs conflits au détriment de l'Allemagne et de ses alliés. Le Maroc n'a pas fait partie des questions à discuter pendant les négociations sur la paix. L'Espagne n'était pas un véritable concurrent, l'Angleterre a nettement modifié son attitude temporisatrice, en 1924. Londres avait peur de la propagation de l'exemple riffain dans ses propres colonies, et a pris position pour la destruction de la République du Rif. Toutefois, pour éviter les complications internationales, elle ne voulait pas y participer.^{14/}

Au printemps de 1925, plus d'une demi million de soldats - français pour la plupart - s'opposaient déjà à l'armée d'Abd. el Krim comptant de 20 à 30 mille insurgés. Un comité d'Action contre la guerre s'est formé au mois d'avril sous la direction de Maurice Thorez. Les jeunes communistes, la CGTU, l'union des anciens combattants, les veuves de guerre et les intellectuels groupés autour de la Clarté se sont adhésés à ce comité

En 1925, au mois de mai, le Bureau Oriental de l'Internationale Communiste a émis appel signé par ses dirigeants français et espagnols. Il attirait l'attention aux dangers internationaux de la guerre au Maroc et invitait à empêcher l'élargissement de la guerre.^{15/} Les événements en France, au printemps 1925, témoignent de la formation d'un mouvement hostile à cette guerre et capable de mobiliser des masses importantes.

Le comité d'action, dans son appel publié le 14 mai après avoir souligné le lien entre la guerre et le régime capitaliste, a rejeté la responsabilité du déclenchement de la guerre sur les grandes banques et sur la clique militaire. Les objectifs du mouvement ont été condensés dans des mots d'ordre comme paix immédiate avec les Riffains, fraternisation entre les soldats français et rifains, la reconnaissance de la République du Rif, l'évacuation du Maroc par les troupes étrangères et la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination.^{16/}

Dans leur propagande pour la fraternisation, les communistes ne faisaient que répéter les objectifs formulés par Lénin: la guerre impérialiste doit être transformée en guerre de classe, en guerre civile. L'objectif fondamental était non pas d'arriver à une fraternisation des tranchées, mais de pousser les soldats à une révolte contre la guerre, à renforcer leur esprit révolutionnaire.^{17/}

Après les grandes démonstrations organisées par le comité d'action contre la guerre, la CGTU s'est adressée dans une lettre ouverte à la CGT afin de former un front uni. "Niemand kann den wieklichwn Charakter der Ereignisse in Marokko und die volle

Venantwortlichkeit der französischen Regierung für dieses gefährliche Abenteuer mit Stillschweigen übergehen".^{18/} Quant au slogan à choisir, elle proposait réclamer la paix immédiate et l'évacuation militaire du Maroc. La CGT et les socialistes -exception faite de quelques fédérations (Nord, Haute-Vienne)- ne paraissaient pas être prêts au front uni. La CGTU, pour donner un nouvel élan au mouvement contre la guerre, a donc organisée des congrès ouvriers. C'est au congrès de Paris, le 5 juillet, que la proposition en faveur d'une grève générale de 24 heures a été formulée. Les congrès régionaux organisés entre juillet et octobre ont admis cette proposition.

Les 21 et 22 juillet, la conférence de Berlin des Organisations Européennes des Jeunes Communistes a adressé un appel aux jeunes Français. Ce document est caractérisé par une hostilité très marquée à la guerre et la social-démocratie et -avec une exagération de révolutionnaire- il considère le mouvement antimilitariste comme une étape de la lutte pour la mise en place de la dictature du prolétariat.^{19/} Les communistes ont tenté de former un front commun avec les socialistes. Au cours de l'été, il y a une négociation entre les délégations de la CGTU et la CGT. Mais elles ne pouvaient pas se mettre d'accord. Toutefois, une partie des membres du parti socialiste et de la CGT a participé dans des actions communes avec les communistes. Léon Jouhaux, président de la CGT et secrétaire de l'Internationale Ouvrière Socialiste a catégoriquement refusé l'idée d'un front commun avec les communistes et les a invités à donner au gouvernement français un appui bien que critique. Il a formulé sans ambiguïté sa

*

prise de position dans son article intitulé Affaires marocaine:

"Le gouvernement doit confronter un fait, et dans cette situation de danger il n'y a aucun doute de la justesse de sa démarche. Nous avons confiance en gouvernement."^{20/}

Ce n'était pas l'opinion des masses travailleuses. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs ont participé à la grève générale du 12 octobre.

La presse bourgeoise - et c'est encore l'avis de plusieurs historiens - faisant état d'un nombre moins important de participants qu'estiment les communistes, parle de l'échec de la grève et de la politique communiste. Mais la signification et l'importance de cet événement n'est pas de caractère arithmétique mais politique. Sa vraie portée réside dans le fait que depuis la guerre mondiale ce fut la plus grande manifestation de masse pour soutenir la lutte anticolonialiste des peuples colonisés et pour s'opposer même temps au système capitaliste il n'est pas exagéré de dire que le jeune Parti Communiste Français a fait ses premières armes et du point de vue idéologique et du point de vue organisationnelle. Il s'est formée une nouvelle approche de la question coloniale et son anticolonialisme - plutôt verbal jusque là - a pris corps dans une lutte politique de masses, et c'était un phénomène totalement nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier français. C'est alors que le parti jette les bases de son anticolonialisme militant et que la solidarité active avec les luttes de libération nationale des peuples colonisés s'est intégrée dans sa politique d'une manière organique. Son attitude manifestée à l'occasion des guerres d'Indochine et d'Algérie trouve ses origines dans le mouvement de masses organisé pour le soutien des Riffains

révoltés contre le colonialisme. C'est alors qu'ils ont pu éveiller dans une bonne partie de la population non seulement un anticolonialisme actif mais aussi le rejet du chauvinisme. L'antimilitarisme aussi a reçu une nouvelle définition: face un pacifisme neutre, ils ont souligné le caractère de classe de la guerre et ainsi, l'antimilitarisme devait revêtir un caractère anticapitaliste. Ils ont pu affaiblir les positions de l'anarchosyndicalisme par le fait d'avoir lié les revendications sociales des travailleurs et les objectifs politiques.

Les conséquences positives du mouvement aboutissant à la grève générale et de la lutte politique ne se sont pas manifestées tout de suite. Les efforts pour clarifier les positions idéologiques se sont poursuivis aussi à l'intérieur du parti, tandis qu'on a vu apparaître les insuffisances et les erreurs pouvant empêcher l'élargissement et l'approfondissement du mouvement de masses. Pour être admis au comité d'unité prolétarienne on devait adhérer sans réticence aux slogans exigeant la fraternisation et le retrait immédiat des troupes au Maroc. Et c'était une erreur, car ceux qui étaient prêts à se battre contre la guerre n'avaient pas forcément rompu avec leur position antérieure à l'égard de la colonisation.^{21/} On doit qualifier de gauchiste aussi le slogan exigeant la transformation de la guerre en guerre civile. A l'occasion de sa réunion au mois de mars de 1926, l'Internationale Communiste a mis cette question à l'ordre du jour et a insisté sur le caractère erroné de ce slogan tout en soulignant que la guerre du Rif n'était pas une guerre mondiale née de la crise du système impérialiste mondial mais une guerre coloniale.^{22/}

Dans le parti, la position de ceux qui refusaient la fraternisation et sosusestimaient la guerre des Riffains restait encore très forte. On pouvait rencontrer aussi l'opinion que la guerre dirigée par Abd el Krim ne servait que les intérêts des grands seigneurs féodaux.^{23/} Ces vues ont été écartées grâce à des efforts continus. Le V^e Congrès (Juin 1926) a renforcé la ligne marxiste-léniniste. Même si - contrairement à l'affirmation d'André Ferrat - la politique gauchiste et schématique n'a pas été éliminée comme en témoigne l'histoire ultérieure du parti, on peut être d'accord avec l'avis que les communistes analysaient d'une manière plus juste la situation en France et les raisons de cette situation.^{24/} Pendant toute la campagne contre la guerre au Maroc, on était en présence de deux lignes politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier: la ligne social-démocrate et la ligne communiste.

Notes

1. Pour cette question voir Jemnitz, János: A háború veszélye és a II. Internacionálé (1911-14). (Le danger de guerre et la Deuxieme Internationale.) Akadémiai Kiadó, Budapest 1966: (en hongrois)
2. Dans cet article je n'ai pas l'intention de retracer ou d'analyser les événements. Mes efforts visent à suivre les modifications et les transformations de l'attitude des communistes français et espagnols à l'égard de la guerre du Rif. J'ai pour mes sources les articles et documents publiés par la revue du PCF (Cahiers du Bolchévisme) et par la revue officielle de l'Internationale Communiste (Inprekorr, Correspondance internationale, Kommunistitcheski International).
3. Juan Pinazo: Abandon du Maroc ou la révolution. Vie ouvriere, le 26 aout 1926. Cité par: Maria-Rosa de Madariage: Le Parti socialiste espagnol et le Parti communiste d'Espagne face a la révolte rifaine. In Abd el Krim et le République du Rif. (Szerk.: René Gallissat) Maspero 1976. 344.
4. Rosé: L'aventure espagnole au Maroc. La Correspondance internationale, le 19 novembre 1921.
5. Joaquin Maurin: L'Espagne actuelle. Le débâcle capitaliste. La Correspondance internationale, le 22 septembre 1923.
6. Quant à la modification de l'attitude du PCF à l'égard de la question coloniale et quant à la critique formulée par l'Internationale Communiste voir: Nagy László: Le Komintern le Maghreb. Revue tunisienne de sciences sociales 1983. n^{os} 72-75. pp. 99-106.

7. R.A.: La défaite de Primo de Rivera au Maroc. La Correspondance internationale, le 17 septembre 1924.
8. Madeleine Rebérioux: De la Ruhr au Rif. Les J.C. et l'antimilitarisme. Politique aujourd'hui, janv.-févr. 1976. 75.
9. Le Paria, décembre 1924.
10. El Djazairi: Le Parti communiste et la question coloniale. Cahiers du bolchevisme, le 2 janvier 1925., L'article de Marcel Cachin dans l'Humanité le 18 octobre 1925.
11. J.A.R.: Les Espagnols au Maroc. Cahiers du bolchévisme, avril 1925.
12. L. Kitaigorodski: Les Français au Maroc. Cahiers du bolchévisme, mai 1925.
13. "La menace d'une nouvelle grande guerre se fait sentir. Nous avons encore présent à la mémoire le 'conflit d'Algésiras' qui, en 1911, faillit provoquer une guerre mondiale ... Les conflits d'intérêts des pays impérialistes au sujet du partage de l'Afrique du Nord se sont aggravés. L'extension de la sphère d'influence de la France aux dépens de l'Espagne renverse l'équilibre en Afrique et peut facilement aboutir à une nouvelle guerre mondiale."
14. Germaine Ayache: Les implications internationales de la guerre du Rif. In Etudes d'histoire marocaine. Rabat 1979. 376.
15. Appel du Bureau oriental du l'Internationale communiste, le 25 mai 1925. Cahiers du bolchévisme, juin 1925.

16. Kózli: Jacques Jurquet: La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français I. 1. Paris 1974. 255.
17. H. Carlier: Avant la nouvelle offensive au Maroc. Cahiers du bolchévisme, mars 1926.
18. Offener Brief der CGTU andie CGT. Inprekorr, le 30 mai 1925.
19. Die Konferenz der Kommunistischen Jugendverbände Europas an die Kommunistische Jugend Frankreiches. Inprekorr, le 1^{er} aout 1925.
20. Cité Par: A. Lozovszkij: Paris-Breslau-Sapbora. Internationale kommuniste, 1925. 109. (en russe)
21. A Francia Kommunista Párt története. (Histoire du PCF) Kossuth Könyvkiadó 1968. 104-105. (en hongrois)
22. Résolution sur la question française. La Correspondance internationale, le 25 mai 1926. 706.
23. Saint-Jacques: Sur le probleme rifain. Cahiers du bolchévisme, 1926. mai, 1422.
24. André Ferrat: Histoire du P.C.F. Paris 1931. 102.